

22 MARS

CONTRE LES PROJETS GOUVERNEMENTAUX, ON Y VA ENSEMBLE !

Le 22 mars, les fédérations de fonctionnaires Solidaires, CGT, FO, CFTC, CGC, FSU et Autonomes appellent à la grève et à manifester. Les cheminots seront aussi dans la rue et préparent par ailleurs un mouvement de grève reconductible !

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges

75020 Paris

tel 01 44 62 12 00

fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr

www.sudptt.org

Solidaires syndicale

Les annonces et les mesures de régression sociale se multiplient depuis quelques semaines.

Côté Fonction publique, après la réintroduction du jour de carence et le gel du point d'indice, le gouvernement va encore plus loin. Sous couvert de réduction des déficits publics, le Premier ministre a déclaré qu'«*Il est nécessaire de mettre en place un nouveau contrat social pour les agents publics. L'enjeu est d'assouplir le statut des fonctionnaires*».

Au menu, individualisation des rémunérations, recours accru aux contractuels, accompagnement vers le privé et donc, départs volontaires... Les usagers sont aussi aux premières loges : le gouvernement vient de créer un comité d'action publique pour «réformer» les services publics. La feuille de route dictée par le Premier ministre est claire : «*Ce Comité s'interrogera sur l'opportunité du maintien et le niveau de portage le plus pertinent de chaque politique publique. Cela pourra notamment le conduire à proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions*». On comprend mieux les mesures «d'accompagnement» détaillées ci-dessus!

Côté SNCF, le rapport Spinetta préconise la fermeture de 9000 km de lignes dites «secondaires», mais les plus utiles aux populations des petites communes et assurant des services de proximité entre elles, le recrutement des futures embauchés-es hors statut et, dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, l'obligation faite aux cheminots d'aller travailler dans les futures sociétés privées du rail.

Signe de la brutalité sociale du gouvernement, celui-ci vient d'annoncer qu'il pratiquera par voie d'ordonnances pour changer le statut des cheminots. Les fermetures de lignes viendront après pour éviter un front syndicats-élus-usagers. Au même moment, la SNCF affiche un bénéfice record de 1,3 milliard! Alors, où est le problème? Sûrement pas dans le statut...

On peut et on doit parler de régression sociale quand, dans le même temps, ce gouvernement a fait un cadeau estimé entre 6 et 8 milliards d'euros en supprimant l'ISF et en adoptant un prélèvement forfaitaire sur le rendement du capital (la flat tax) pour le bien être des grandes fortunes!

Pour SUD-PTT, cet appel à la grève s'inscrit dans une perspective concrète, indispensable et réalisable : rassembler tout le monde du travail, celles et ceux qui en vivent, parvenir à des grèves et des manifestations monstres.

LE 22 MARS, CE SERONT DÉJÀ LES FONCTIONNAIRES ET LES CHEMINOTS

Demain, et le plus vite possible, il faudra être prêts dans tout le pays, public et privé, pour s'opposer à la disparition de tous nos régimes de retraite. Cet objectif doit se discuter dès maintenant et le meilleur moyen est de frapper un grand coup le 22 mars.

22 MARS À LA POSTE, TOUTES ET TOUS CONCERNÉ·E·S !

Certaines des mesures annoncées par le gouvernement concernent directement les postières et les postiers, comme le gel du point d'indice des fonctionnaires. Mais plus globalement, tous les projets de transformations du service public qui sont dans les tuyaux, notamment pour la SNCF, sont les mêmes que ceux que l'on connaît depuis des années à La Poste et qui sont à l'origine des difficultés des personnels et de la dégradation du service public. Raison de plus pour se mobiliser à La Poste !

SERVICE PUBLIC ?

Alors que La Poste a pourtant des obligations légales en la matière, les évolutions de ces dernières années vont plutôt dans le sens d'un abandon des missions de service public : réductions d'horaires et fermetures de bureaux, développement des points de contact où la gamme des prestations est bien moins étendue, tournées à découvert, marchandisation du lien social... Et d'ailleurs, que penser du changement de statut de La Poste, intervenu en 2009 et qui l'a transformée en Société Anonyme à capitaux publics (publics, pour l'instant) ?...
À Sud PTT, nous nous opposons à tous ces renoncements et nous revendiquons des services publics de qualité, dans l'intérêt du plus grand nombre !

L'EMPLOI COMME VARIABLE D'AJUSTEMENT

Le rapport Spinetta à la SNCF préconise, entre autres, de recruter des personnels hors statut. À La Poste, cela fait presque 30 ans que tous les nouveaux personnels recrutés sont contractuels, condamnant ainsi à l'extinction programmée les corps des fonctionnaires (qui représentent aujourd'hui moins de la moitié des effectifs). Résultat : des rémunérations plus faibles, des droits en moins, avec du coup un turn-over très important surtout chez les plus jeunes et qui n'arrange pas, loin s'en faut, la qualité de service.

Nous pourrions aussi parler de l'intérim qui se développe fortement, au point même de remplacer les besoins : alors que La Poste supprime plus de 8000 emplois par an, le nombre de contrats intérimaires avoisine les 6000 équivalents temps plein annuels, sans parler de tous les CDD et multiples autres contrats aidés!...

Le gouvernement envisage par ailleurs les départs volontaires pour les fonctionnaires, mais à La Poste cela existe déjà ! Ce sont bel et bien plus de 9000 agents (et encore 10000 à venir prochainement) qui ont déjà opté pour un dispositif de départ en retraite anticipé (TPAS).

Bref, c'est l'emploi (sa nature et son volume) qui sert de levier pour dégager des profits...

UNE FATALITÉ ?

On le voit, ce qui se passe depuis des années à La Poste n'est que le reflet des orientations libérales de nos gouvernants et qui inspirent aussi les futures réformes à venir à la SNCF ou dans les autres services publics. Pourtant, c'est bien la satisfaction des besoins sociaux des populations qui doit guider les choix politiques en matière de service public et non la stricte rentabilité financière. Mais pour cela, il faut des emplois qualifiés et en nombre suffisant ! À nous, collectivement, de l'imposer.

→ **Recrutement des intérimaires et CDD en CDI
Remplacement de tous les TPAS**

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, FONCTIONNAIRES, SALARIÉ·E·S, ET
USAGER·E·S, MOBILISONS-NOUS MASSIVEMENT LE 22 MARS !
EN GRÈVE ET DANS LA RUE, POUR LE SERVICE PUBLIC
ET POUR NOS EMPLOIS !**